

AVEC LA CGT POUR UNE AUTRE EUROPE PORTEUSE DE PROGRES SOCIAL



L'Union Européenne a pris une place déterminante dans notre vie quotidienne en tant que citoyen, comme dans notre vie au travail en tant qu'agent de la Fonction publique. Plus de 80 % des lois et décrets promulgués aujourd'hui en France trouvent leurs sources dans les traités, les directives ou la jurisprudence européenne.

Hors sous la houlette du Conseil européen, les politiques conduites par les Gouvernements des Etats membres de l'UE sont dictées par les théories néolibérales. Au nom du dogme de « la concurrence libre et non faussée », les services publics sont démantelés les uns après les autres et le dumping social et fiscal entre pays a été érigé comme la règle. En trente ans, la répartition des richesses a été profondément modifiée au sein de l'Union européenne, la part du PIB consacré au salaire et à la protection sociale reculant de 9,3 % ce qui représente, pour la seule année 2008, un manque à gagné de 1100 milliards d'Euros pour les salariés européens.

Ces masses considérables de capitaux, engrangées au détriment du monde du travail, ont été réinvesties dans la spéculation et l'économie Casino. Ces dérives ont largement participé à la crise systémique qui a éclaté en 2008 et qui continue à produire ses ravages. En Europe, première puissance économique mondiale, des pays sont mis en banqueroute et on compte plus de 23 millions de chômeurs, des millions de personnes sont précarisées, plongées dans des situations de pauvreté et d'exclusion sociale.

Face à ce bilan désastreux, au lieu de prendre des mesures permettant une autre répartition des richesses, l'Union européenne accentue la fuite en avant. Le « Pacte euro plus » adopté par la réunion des chefs d'Etat en mars 2011, entend, au mépris des principes démocratiques fondamentaux, contraindre tous les pays à des plans d'austérité sans précédent. Il s'agit de faire payer aux populations d'Europe le poids d'une crise dont elles ne sont en rien responsables.

Pour faire face à ces reculs de société, le mouvement syndical se doit de prolonger au niveau européen les luttes nationales. C'est dans ce sens que la CGT invite tous les agents de la Fonction publique à s'investir dans les initiatives de la confédération européenne des syndicats pour imposer d'autres choix économiques et sociaux en Europe.



Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires-CGT

- Case 542 263 RUE DE PARIS
93514 MONTREUIL CEDEX
elections2011@ugff.cgt.fr
- www.ugff.cgt.fr
- Tél. : 01.48.18.82.31

Une autre Europe est possible

La « concurrence libre et non faussée » joue contre l'emploi, le niveau de vie des populations et les services publics, l'environnement et les ressources naturelles. La Fonction publique constitue aussi un cœur de cible des politiques libérales car les puissances financières ont toujours considéré que l'intervention publique devait se limiter au maintien de l'ordre social.

La Commission Européenne et le Conseil de l'Europe constituent aujourd'hui le moteur de ces politiques dont les effets provoquent la colère légitime des peuples dans pratiquement tous les pays de l'Union européenne. De ce fait, le risque existe d'un rejet global de tout projet de solidarité et on assiste partout à la montée des idées prônant les replis sur soi et le rejet de l'autre.

A rebours de ces thèses, la CGT affirme que, dans le monde du XXI^{ème} siècle, seuls le développement économique de tous les pays et l'émancipation du plus grand nombre peuvent apporter à tous le progrès social. Avec la Confédération Européenne des Syndicats (CES), la CGT considère que les choix faits pour l'Europe sont dangereux et inacceptables. Elle exige un changement fondamental de cap pour l'Union Européenne.

Dans cet objectif, la CGT milite pour :

- Le rejet du plan d'Austérité Européen dit « Pacte Euro Plus » et, à l'inverse des mesures incitant les revalorisations salariales, l'amélioration de la protection sociale et le développement de l'emploi notamment dans le secteur public pour un autre partage des richesses et une relance par la consommation ;
- Une révision du Traité de Lisbonne pour assurer la primauté du droit social sur celui du Marché et soustraire les services publics des règles de la concurrence ;

- Un renforcement des compétences du Parlement européen, seule institution élue directement par tous les citoyens, et la mise sous tutelle de la Commission européenne, instance qui échappe largement au contrôle démocratique ;
- Un droit du travail européen amélioré notamment en ce qui concerne la limitation des contrats précaires, la sécurité et la santé au travail avec la généralisation du principe du salaire minimum et l'abaissement de la durée légale européenne du travail pour mettre un frein au dumping social ;
- Une politique active du soutien aux services publics avec la mise en place de services publics communautaires pour les missions ou activités en réseau de dimension européenne ;
- Une remise en cause de l'indépendance de la banque centrale européenne qui, placée sous le contrôle d'institution politique émanant du vote des citoyens, doit être remise au service du développement économique et sociale et non de la finance ;
- Une harmonisation de la fiscalité des sociétés et du capital avec l'instauration d'un taux européen minimum pour contrecarrer le dumping fiscal pratiqué par les entreprises ;
- La suppression des paradis fiscaux européens ;
- La mise en place d'une taxation sur les transactions financières pour financer la relance ;
- Un plan de relance économique européen permettant une croissance durable, grâce à des investissements publics notamment dans les domaines de l'éducation, la formation et la recherche, l'innovation dans les nouvelles technologies et l'efficacité énergétique.

**PAR LA MOBILISATION EN FRANCE ET EN EUROPE
AGISSONS A TOUS LES NIVEAUX
POUR IMPOSER D'AUTRES CHOIX**